



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Préfet de Gironde

**dossier n° PD 033 318 24 Z0025**

date de dépôt : 29 juillet 2024

demandeur : Administration publique, représenté  
par Bsagni-Faure Anne

pour : Déconstruction des anciens locaux  
logistiques du CROUS et de l'ancienne cafétéria  
MAC1

Le site comprend trois volumes :

- **DEMOLITION** : un volume à simple RDC, qui comprend la MAC (maison des activités culturelles) et des locaux de services techniques (ST1)
- **DEMOLITION** : deux volumes à simple RDC, abritant eux aussi des locaux de services techniques (ST2 et ST3)
- **A CONSERVER** : A l'angle de la MAC, existe un local transformateur public (LT), qui est à conserver à l'issue des travaux de démolition.

adresse terrain : 4 Rue Lucie Aubrac, à Pessac  
(33600)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de démolir**  
**au nom de l'État**

**Le Préfet de Gironde,**

Vu la demande de permis de démolir présentée le 29 juillet 2024 par Rectorat de l'académie de Bordeaux, Administration publique, représenté par Bsagni-Faure Anne demeurant 5 rue Joseph de Carayon Latour BP 81499, Bordeaux (33000);

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de Bordeaux Métropole en vigueur ;

Vu l'avis favorable de la Mairie de Pessac en date du 06/09/2024 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis de démolir est **ACCORDÉ**.

## Article 2

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Soit la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté
- Soit la date de transmission de cet arrêté au préfet.

A Bordeaux, le 11 septembre 2024  
p/Le préfet, et par délégation  
Le Chef du SAT

F.KOZIMOR

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).